

Non à l'abolition de la corvée

La grève à la SNCF fait immanquablement penser à la lutte du Parlement de Paris contre Turgot alors que celui-ci avait la velléité de mettre un terme à la corvée. Le Parlement fit de solennelles remontrances au roi pour expliquer à quel point l'existence de ce privilège était absolument nécessaire au bon fonctionnement de la société. Cette réponse mérite d'être citée *in extenso*. (C'est moi qui surligne)

Le Parlement de Paris adresse au roi, le 4 mars, de solennelles remontrances.

Tout système qui, **sous une apparence d'humanité et de bienfaisance**, tendrait, dans une monarchie bien ordonnée, à établir entre les hommes **une égalité de devoirs et à détruire les distinctions nécessaires**, amènerait bientôt le désordre, suite inévitable de l'égalité absolue, et produirait le renversement de la société. C'est là une question d'État, et une des plus importantes, puisqu'il s'agit de savoir si tous vos sujets peuvent et doivent être confondus, s'il faut **cesser d'admettre parmi eux des conditions différentes**, des rangs, des titres, des prééminences.

Le Noble **consacre son sang à la défense de l'État** et assiste de ses conseils le souverain.

La dernière classe de la nation, **qui ne peut rendre à l'État des services aussi distingués**, s'acquitte envers lui par les tributs, l'industrie et les travaux corporels.

La noblesse défend son privilège par l'argument de l'impôt du sang : puisque nous contribuons à défendre l'État par notre participation à la guerre, nous n'avons pas à payer l'impôt fiduciaire qui sert à entretenir l'armée. L'argument pouvait encore tenir au XVII^e siècle, quand une bonne partie de la noblesse était effectivement dans l'armée, mais plus du tout au XVIII^e siècle. Le plus triste dans l'affaire, c'est que le peuple a suivi le Parlement et s'est lui aussi opposé à l'abrogation de la corvée, empêchant ainsi Louis XVI d'accomplir ce que les historiens nomment « la révolution royale ».

Les cheminots de la SNCF pourraient sortir le même argument : nous qui rendons des services aussi distingués au pays, nous devons avoir des privilèges : travailler moins et gagner plus. Et parmi les Français victimes des grèves, un bon nombre sera offusqué si jamais le gouvernement venait à proposer la libre concurrence du transport ferroviaire. Deux rappels d'histoire économique s'imposent donc, celui de l'histoire du train et celui de l'histoire des retraites, et une projection de futur économique.

Le train n'est pas né en 1937

La Société nationale des chemins de fer français a été créée par décret-loi le 31 août 1937, la France étant alors gouvernée par la Chambre du Front populaire élue en mai 1936. Les compagnies de chemin de fer privées ont toutes été nationalisées à ce moment-là, pour n'avoir plus qu'une seule compagnie, publique. Mais les Français n'ont pas attendu 1937 pour prendre le train. Cela faisait plus d'un siècle que le territoire était parcouru par diverses lignes ferroviaires,

véhiculant des passagers comme des marchandises. La première ligne de chemin de fer en France date de juin 1827, entre Saint-Étienne et Le Creusot. Elle sert uniquement au transport de marchandises. Dix ans plus tard, en 1837, est ouverte la première ligne de train pour voyageurs, qui relie la gare de Paris Saint-Lazare à la gare du Pecq (aujourd'hui RER A).

De 1827 à 1937, pendant 110 ans, le train s'est développé et organisé par des compagnies privées, l'État concédant des terrains et des exploitations. La plus importante de ces entreprises était la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, créée en 1857 et nationalisée en 1937. 80 ans d'existence, soit autant que la SNCF, qui a permis aux Français de circuler dans tout le grand sud-est, au départ de la gare de Lyon.

Nul besoin donc de l'État pour créer, développer et faire fonctionner un réseau de train. La SNCF au contraire n'a cessé d'accumuler les bévues. Il a fallu attendre les années 1980 pour que toutes les lignes soient électrifiées, une partie fonctionnant encore au charbon. Aujourd'hui, le confort est des plus spartiate, même en première. Pas de prise électrique en seconde par exemple. Sans compter l'accès aux trains dans les gares, qui est une véritable gageure pour quiconque possède une valise (ce qui est souvent le cas quand on part en voyage). La SNCF a été également incapable de développer les trains voitures, ce qui serait si pratique pour des voyages longs. Indépendamment de son coût exorbitant, le service rendu est de très faible qualité. Sans compter le fiasco total du fret de marchandises.

En 1937, la droite s'était opposée à la nationalisation des compagnies ferrées, avec des arguments qui se sont révélés exacts. La droite d'aujourd'hui pourrait reprendre les arguments justes de ses prédécesseurs.

Et la sécu n'est pas née en 1945

La sécurité sociale est la grande œuvre du régime de Vichy. Tout débute en 1928 avec Pierre Laval, alors ministre du Travail du gouvernement de Pierre Tardieu. Il est le premier à préparer un projet d'assurance sociale, qui est adopté en 1930. Le projet est abandonné durant une dizaine d'années, y compris par le Front populaire. Il est repris en 1940 puis pendant le gouvernement de Vichy, donc celui de Pierre Laval, et il aboutit en 1945 avec le CNR et notamment Alexandre Parodi, qui était au Conseil d'État en 1938 et dans les cabinets de Vichy en 1940.

La loi de 1930 établit une retraite par capitalisation, qui est accordée aux personnes qui atteignent 60 ans, ce qui à l'époque était rare dans les couches populaires. La loi de 1930 rend obligatoire de s'assurer, mais la personne est libre de choisir l'assurance de son choix. De fait, une multitude de mutuelles et d'assurances privées existent, dont beaucoup ont été créées au début du XIX^e siècle. Les syndicats de gauche étaient opposés à la retraite estimant, avec raison, que les ouvriers cotisaient pour quelque chose qu'ils ne toucheraient jamais, puisqu'ils seraient morts avant l'âge de départ.

Quant aux populations qui vivaient à la campagne, soit encore la moitié de la population française en 1927, leur retraite à elles s'appelait la famille. Les vieux vivaient à la ferme, sous le même toit que leurs enfants, travaillant jusqu'à la fin et mourant au foyer. La notion de retraite n'a aucun sens dans une économie agricole telle qu'elle était vécue jusque dans les années 1950.

Retour à Vichy. René Belin, ancien de la CGT, mais anticommuniste, est nommé ministre du Travail en 1940. Avec Pétain, il veut mettre en place la révolution nationale. Belin est ministre jusqu'au 18 avril 1942, date de l'arrivée de Laval. Il a signé le statut des juifs et rédigé la charte du Travail créant les corporations. Pierre Laroque est recruté par Belin pour travailler à son cabinet, ce que celui-ci s'est bien gardé de cacher après la guerre quand il a mis en place la sécurité sociale. Au cabinet de Belin, il y a aussi Alexandre Parodi, que Laroque retrouve en 1944 et avec lequel il fonde la sécurité sociale. Belin met en place dès janvier 1942, soit un an avant le décret sur le STO, la propagande officielle pour le recrutement de travailleurs français en Allemagne. Belin est jugé, mais innocenté en 1949.

Les réformes voulues par Belin ne sont pas toutes appliquées à cause d'opposition au sein de Vichy, et notamment une opposition à la collectivisation. Mais les principes sont jetés, ce qui explique la célérité de 1945. Alexandre Parodi et Pierre Laroque sont à la manœuvre dans les premiers mois du régime de Vichy. C'est eux qui conçoivent la sécurité sociale et la retraite par répartition. Écartés, ils reviennent en 1944, une fois le régime de Vichy tombé. Ils reprennent leurs travaux et ils mettent cette fois-ci en place le système qu'ils ont imaginé quelques années plus tôt.

Belin, Laval, Laroque et Parodi, tous cadres de premier plan du régime de Vichy, sont donc les artisans du système social « que le monde entier nous envie ».

En 1940, Vichy décide d'envoyer à la retraite des milliers de personnes afin de résoudre le chômage. Vieille politique keynésienne qui ne fonctionne jamais. Or beaucoup n'ont jamais cotisé. Ce sont ainsi 1 million de personnes qui profitent d'une retraite, sans avoir cotisé. Dès le début le système est donc déficitaire. Pour pallier le déficit, l'État puise dans la caisse de la retraite par capitalisation. À cela

s'ajoute le problème des réparations à l'Allemagne que doit payer Vichy à la suite de l'armistice et de la politique de collaboration. N'ayant pas d'argent, le gouvernement réquisitionne l'argent des retraites par capitalisation pour payer la facture. Les retraités du privé sont donc spoliés. Qu'à cela ne tienne, on leur donne la retraite par répartition à la libération pour compenser le vol. Mais dès 1944 le système ne fonctionne plus. Il faut alors créer un impôt de 4% sur les entreprises pour le financer. Le système par répartition n'a jamais été à l'équilibre. Et, comme le montre son histoire, il n'est pas né à la Libération et il n'est pas le fruit de « la solidarité nationale », mais d'un vol collectif et d'un montage financier pour renflouer les caisses vidées.

Ce système est tellement bon que ceux qui le mettent en place l'imposent aux autres, mais ne le veulent pas pour eux. Les régimes spéciaux sont donc créés, qui conservent le régime de 1930. Dès l'origine, la technocratie s'est exonérée de la loi commune. Laroque et Parodi ont mis en place l'universalité du système de protection sociale, sauf pour les fonctionnaires et certaines professions, contrôlées par la CGT. Pour ceux-là, il y a des exceptions, les fameux régimes spéciaux. La CGT ne cesse de défendre la justice et la solidarité, mais elle demande à être à l'écart du système social étatisé. La technocratie dispose ainsi de privilèges financés par les salariés et surtout par les classes moyennes.

C'est la fin du système mutualiste, mis en place au XIX^e siècle, par le passage au système étatisé, en faillite dès 1944, qui est devenu ingérable à partir du début des années 1970. Le déficit est tellement important que son financement n'est plus tenable. Mais comme entre-temps la droite a fait sienne le programme commun du parti communiste, elle refuse de revenir au système mutualiste et adopte tout un système de rustines et de passe-droit pour éviter l'explosion de l'usine à gaz. Aujourd'hui, le gouvernement a décidé de prendre l'argent des caisses d'avocat pour renflouer le système commun. Les avocats avaient fièrement défendu leur cause en 1945 et réussi à rester en dehors du système général. Ce que les communistes n'avaient pas réussi à faire alors, le gouvernement Macron,

ce fieffé libéral comme chacun sait, va le faire sans protestation.

Mais le plus surprenant dans tout cela c'est que, comme au temps de Turgot, le peuple, qui est la première victime de la corvée sociale, ne proteste pas pour son abrogation.

Le train ? Qu'est-ce que c'est ?

Quand on parle aux étudiants (donc nés après 2000) du minitel, du Bi-bop, ou de MSN, ils nous regardent avec de grands yeux en demandant « Qu'est-ce que c'est ? ». Appareil ou logiciel pourtant largement utilisés dans les années 1990, soit une décennie avant leur naissance. Qui nous dit qu'il n'en serait pas pareil du train dans vingt ans ? Quel est l'avenir du train avec le développement du véhicule autonome ? Celui-ci n'est pas un fantasme. Il existe et il est en cours d'essayage. Le département des Yvelines teste actuellement des bus autonomes. Ce qui signifie que tous les particuliers pourront prendre la voiture, y compris ceux qui aujourd'hui ne conduisent pas. Le train deviendra donc obsolète, sauf peut-être des trains sans conducteur. Les conducteurs de métro n'ont plus de raison d'être puisque toutes les lignes peuvent être automatisées. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour le train ?

Dans les années 1830, les experts ne croyaient pas au développement du train, car le transport en bateau ne cessait de croître. La France aménageait des canaux à tour de bras sur les rivières intérieures et le bateau à vapeur supplantait le bateau à voile. Dans *L'Éducation sentimentale*, Frédéric emprunte ce type de

bateau pour remonter la Seine. En quelques décennies, toutes ces infrastructures sont devenues obsolètes du fait du développement du train. Qui nous dit que les transports autonomes ne vont pas rendre obsolète le train d'ici quelques années. Aux solennelles remontrances contre l'abrogation des privilèges, les agents de la SNCF pourront donc ajouter la pétition des marchands de chandelles.

Qu'est-ce qu'une puissance ?

Les événements se sont enchaînés cette semaine : décès de Jean Morel, l'un des derniers Français survivants du commando Kieffer, décès de treize militaires français au Mali, manifestation des agriculteurs qui ont bloqué Paris pour protester contre leurs conditions de travail. Le point commun de ces événements ? La question de la puissance. La France est l'une des principales puissances agricoles mondiales. L'agriculture ne sert pas qu'à nourrir la population, elle soutient aussi le secteur du luxe (cuir, fleurs pour les parfums, etc.) et le tourisme (la beauté des paysages et les ressources gastronomiques). Tout cela contribue à la puissance française.

En 1940, quand la Chambre du Front populaire votait les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain puis trahissait l'accord conclu avec l'Angleterre en signant une

paix séparée, seuls quelques Français continuèrent immédiatement le combat, pour l'essentiel des adolescents. Ceux qui manifestèrent Place de l'Étoile le 11 novembre 1940, ceux qui partirent à bord de bateaux de pêche depuis la Bretagne pour rejoindre la France libre. Parmi eux, une centaine d'hommes qui formèrent le commando Kieffer, qui eut le privilège de débarquer en Normandie le 6 juin 1944. Ce fil des temps et des actions humaines renvoie à la notion de puissance. Celle-ci est d'abord une volonté. On veut être puissant et l'on se donne les moyens de l'être. La puissance est la volonté d'être debout et d'avancer vers le but de la grandeur.

Puissance par imposition ou puissance par attraction ?

La Révolution française d'abord, la III^e République ensuite ont développé une puissance d'imposition, ce qui passait par la colonisation. Pour être une puissance mondiale, la France devait conquérir puis administrer des territoires lointains, Tonkin, Annam, AOF, etc. La puissance s'est mêlée à l'expansion et à la diffusion de l'administration française. De là vient l'idée d'assimilation et d'intégration. Il fallait fabriquer des Français, de gré ou de force, chez des populations qui n'avaient guère donné leur avis là-dessus. C'est le principe de l'empire qui, de Napoléon à la colonisation a toujours été un désastre pour la France. Désastre économique, déroute politique, enlèvement militaire.

Une autre vision de la puissance coexiste, une autre tradition française, non pas impériale, mais nationale. C'est la puissance par attraction. C'est celle de Richelieu, de Guizot, de De Gaulle. La puissance n'est pas l'expression d'un empire, mais d'une grandeur nationale. Elle passe par la défense du pré carré et le développement de la nation dans l'ensemble de ses secteurs : culturel,

économique, militaire.

Richelieu n'a pas cherché à créer un Empire, à la mode Habsbourg, mais à défendre l'intégrité du territoire national, à desserrer l'étau de Vienne et de Madrid, à assurer la sécurité intérieure et à permettre l'essor de l'industrie et de l'agriculture. Les arts ne s'en sont que bien portés. La puissance nationale attire par le modèle qu'elle développe et la culture qu'elle est capable de produire. D'où l'essor de la langue française, des manufactures et la place principale occupée par la France dans le concert des nations européennes. Louis XIV a été l'un des premiers à rompre cet équilibre en faisant trop de guerre, plus que de raison. C'est-à-dire non plus des guerres de défense pour la consolidation, mais des guerres de conquête pour l'expansion, comme il le reconnut lui-même à la fin de sa vie. Trop de guerres, qui ont engendré un accroissement de la fiscalité et un appauvrissement du pays. Louis XV est revenu à la tradition classique de la puissance, celle des Capétiens : l'attraction.

C'est toute la théorie développée par Turgot. Un pays est puissant parce que riche et cette richesse provient du développement agricole et industriel. Au XVIII^e siècle, la France a connu une révolution de la productivité qui a permis une transformation de son économie et de sa culture. C'est l'amélioration de l'agriculture (avec la bergerie nationale et le croisement des blés), et le développement industriel (Oberkampf et ses toiles, Canson et ses papiers, Montgolfier et leurs ballons, etc.). Cet essor industriel a été brisé par la Révolution française et ses dix années de guerre civile ; la puissance est passée du côté de l'Angleterre, qui a créé le concept de révolution industrielle, en faisant croire qu'elle était née chez elle.

À rebours des thèses coloniales, Louis-Philippe et Guizot ont développé la stratégie

des points d'appui. Une France forte, reconstruite et unie, et le contrôle de ports et de zones stratégiques à travers le monde pour assurer des opérations de déploiements. François Guizot comme Frédéric Bastiat ont fustigé les volontés coloniales portées par les républicains. Idées qui, arrivées au pouvoir en 1870, se sont ensuite déployées avec Jules Ferry et ses successeurs.

Lorsque Charles de Gaulle règle la question coloniale, de l'Afrique d'abord (1960) de l'Algérie ensuite (1962), il revient à la conception classique de la puissance. Pour lui, la France doit d'abord moderniser son agriculture et son industrie, développer l'arme nucléaire, déployer sa culture, et ne plus perdre son argent et son énergie dans les terres lointaines. Que ce soit un monarchiste admirateur de Richelieu qui assure ce retour à la puissance par attraction n'a rien de surprenant.

État stratège et droits de l'homme

De nos jours, la puissance est un mot honteux. La France la développe parfois, mais sans le dire et sans l'assumer. Avec le Royaume-Uni, c'est le seul pays d'Europe à disposer d'une armée digne de ce nom et à faire les efforts financiers pour cela. Au Sahel et au Mali, la France est seule devant les chimères d'une défense européenne. Or pour beaucoup de personnes bien intentionnées, la puissance passe nécessairement par une administration omnipotente, cachée derrière le masque de l'État stratège. Demeure cette idée, héritée de la Révolution française, que seul l'État, c'est-à-dire l'administration, peut diriger un pays, assurer le développement économique et piloter son développement. L'histoire économique en général et française en particulier contredit cette vision des choses.

Les grandes entreprises qui font aujourd'hui la fierté française et participent à sa grandeur se sont développées en dehors de l'État. Le train, l'automobile et l'aviation ont été créés et développés par le secteur privé, comme les télécoms et le secteur énergétique (électricité et pétrole). De même pour le secteur bancaire et industriel. Ce sont des personnes indépendantes ou des familles qui ont créé les embryons d'entreprises qui aujourd'hui figurent parmi les leaders mondiaux : Peugeot, Michelin, Wendel, Hénaff, la liste est longue. Ce n'est qu'ensuite que l'État a nationalisé un certain nombre de ses entreprises, en les gérant généralement mal. Air France en 1933, SNCF en 1937, EDF et Renault en 1946.

On peut en dire autant de la culture. Rien n'est plus contraire à ce secteur qu'une gestion administrative et ministérielle. L'art officiel est gavé d'argent public, mais incapable de produire des œuvres qui passeront le siècle. La puissance, c'est donc d'abord un pays avec des personnes formées et développées, capables d'innover, de créer, d'inventer, d'échouer et de se relever. Ainsi que des personnes prêtes à sacrifier leur vie pour la défense de leur patrie. Cela ne se réalise ni par des lois ni par des plans quinquennaux : l'amour de ses ancêtres et de son pays ne se décide pas par décret. C'est la vertu de piété filiale que l'on apprend de ses parents.

Quand la France cherche aujourd'hui à imposer les droits de l'homme par des boycotts ou des interventions militaires, elle revient à une conception expansionniste et imposée de la puissance. C'est généralement peu apprécié par les personnes et les sociétés qui subissent ces interventions. La véritable puissance, c'est celle qui attire de façon volontaire. Un pays est puissant quand l'étranger apprend sa langue, achète ses produits, lit ses livres, vit de son art. Molière, Balzac, Pasteur ont plus fait pour la puissance de la France que l'accumulation des administrations. La démesure et l'hubris s'imposent par la force et ne durent que tant que dure cette force. La puissance s'impose d'elle-même,

par sa force d'attraction et s'inscrit ainsi dans un temps long. Elle est plus durable, parce qu'acceptée et aimée.

Qui sommes-nous ? L'essence des relations internationales

Le dernier ouvrage publié par Samuel Huntington a pour titre *Qui sommes-nous ?* (2004) Il s'interroge sur l'identité américaine dans le contexte du choc des civilisations. Cette question, « Qui sommes-nous ? », peut être élargie à l'ensemble des peuples et des États. Elle me semble être la question cruciale de ce début de XXI^e siècle et servir de terreau aux relations internationales. Ce qu'elle pose, c'est la question de l'être. Or l'être est pour moi le cœur dominant de la vie des peuples aujourd'hui. C'est notamment la réflexion que j'ai essayé de creuser au cours de mes derniers ouvrages.

Jusqu'au XX^e siècle, la grande question était celle de l'avoir. Avoir à manger, avoir des biens d'équipements, avoir une amélioration de la vie. Grâce aux gains de productivité, la question de l'avoir s'est considérablement réglée. Les famines ont disparu en Europe et nous avons aujourd'hui un confort de vie matérielle jamais atteint dans l'histoire de l'humanité. Cet avoir a été rendu possible notamment par les gains de productivité et par les échanges, ce qui a contribué à donner le phénomène de mondialisation que nous connaissons aujourd'hui.

Nombreux sont ceux qui ont cru que la mondialisation allait aplanir le monde et l'uniformiser. C'est vrai dans un certain sens, notamment pour le vêtement, l'architecture, les références culturelles (cinéma, musique). Mais la mondialisation provoque un double phénomène : elle détruit les cultures faibles, celles qui n'ont pas de racines solides ou bien qui ne sont pas entretenues et vivifiées, et elles renforcent les cultures fortes, celles pour lesquelles les peuples sont prêts à vivre et à mourir. Désormais que nous avons, la question posée est donc qui sommes-nous ? Ou pour le dire autrement, qu'allons-nous faire de notre avoir ? Cette question est implicitement posée à tous les peuples et à toutes les cultures. Ce que l'on observe depuis les années 1990 c'est le retour de l'indigénisme, corolaire de cette question fondamentale de l'être. Je propose ci-dessous un tour d'horizon, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, mais qui permet de sentir le phénomène.

Chine : la grande marche de la sinisation

Xi Jinping a fait de la sinisation la clef de voute de son programme politique. Il présente ce concept dans ses discours officiels et il le défend à l'occasion des commémorations des 70 ans de la République populaire de Chine. La sinisation porte bien la question de l'être. Il s'agit de renforcer le caractère patriotique des

Chinois et d'intégrer les non Han au sein du monde chinois. Les Tibétains et les Ouïgours, notamment, doivent renoncer à leur culture et à leurs spécificités pour entrer dans le moule chinois, qui suppose adhésion aux valeurs du maoïsme et à la pensée communiste. Les religions n'ont donc pas leur place en Chine. D'où les camps de concentration créés pour les Ouïgours et la répression de plus en plus forte à l'égard des chrétiens : destruction des croix, interdiction faite aux enfants de se rendre dans les églises, vexations régulières. La sinisation est à l'origine de la crise à Hong Kong. L'accord issu de la rétrocession de la ville à la RPC supposait « un pays, deux systèmes ». Mais il ne peut pas y avoir deux systèmes différents dans un monde communiste où toute concurrence est impossible, a fortiori quand ce monde communiste fait de la sinisation son axe majeur. Il doit donc y avoir un pays et un système, ce qui passe forcément par la mise au pas de Hong Kong. À ce jeu, le plus fort risque de gagner, dans le sang.

Afrique : l'expansion du vaudou

Le phénomène n'est pas encore trop évoqué, mais on voit très nettement ressurgir le rite vaudou en Afrique, bien loin de ses bases d'origine. Né au Dahomey (Bénin et Togo actuel), le rite vaudou s'est diffusé au gré des migrations africaines : Haïti, Cuba, Jamaïque, aujourd'hui Canada et Europe. Sa diffusion est aussi intra-africaine. Il se mêle aux cultes animistes pour devenir la véritable religion de l'Afrique. Il est fort à parier que d'ici une génération (soit vingt ans), l'islam et le christianisme africain seront mangés par le vaudou animiste. On le voit en Centrafrique. Les milices anti-balaka ont été présentées par les journalistes comme étant des milices chrétiennes. Rien n'est plus faux. Ce sont à la fois des groupes armés et des communautés ésotériques. Pour devenir anti-balaka il faut suivre un processus initiatique, dans la forêt, à l'écart du village, sous l'égide d'un chaman, avec rituel du feu, invocation des esprits et scarifications. Les membres portent ensuite des amulettes magiques autour du cou qui les protègent des balles des kalachnikovs, d'où leur nom de anti-balles AK (balaka).

On retrouve ces phénomènes de magie et d'ésotérisme au Congo, en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Il y a plusieurs exemples de prêtres qui ont été enlevés et assassinés pour servir de victime sacrificielle lors de rites vaudous (égorgement, corps dépecé et mangé, etc.). Le vaudou s'installe de plus en plus au Nigéria, au sein des communautés mafieuses. Les syndicats du crime nigériens sont en train d'intégrer les grands réseaux de la criminalité mondiale, au même titre que les mafias italiennes et chinoises. Mélange de structure archaïque et de maîtrise des technologies, ces syndicats criminels sont structurés comme des familles, dont les rites initiatiques à base de vaudou sont les portes d'entrée. Les cérémonies d'initiation sont particulièrement violentes, mêlant feu, alcool, sévices (viols et passages à tabac) et purification des aspirants par un prêtre vaudou qui appelle sur eux les esprits. Les mafias nigérianes se propageant en Europe, elles activent les réseaux de la diaspora africaine pour faire leur commerce et ce faisant elles introduisent ces rites vaudous, qui se développent de plus en plus dans les pays d'Europe occidentale.

Amérique latine : l'indigénisme en marche

Les émeutes au Chili sont complexes à analyser, car elles cristallisent plusieurs frustrations. L'extrême gauche est toutefois à la manœuvre pour déstabiliser le pays, participant à la destruction des bâtiments. Plusieurs églises ont ainsi été incendiées et attaquées, à Santiago même, mais aussi à Valparaíso, où la cathédrale a été prise pour cible. À Concepción, sur la place centrale, la statue du conquistador espagnol Pedro de Valdivia, nommé gouverneur du Chili en 1500, a été déboulonnée à l'aide de cordes tirées par une cinquantaine de personnes. Ce sont là des attaques contre les symboles de la culture espagnole et de l'histoire chilienne. L'extrême gauche ayant fait alliance avec les mouvements indigénistes, notamment mapuches. Au-delà des questions économiques, c'est bien le sujet de

l'être et de l'identité qui sont premiers.

En Bolivie, l'opposition à Evo Morales, qui a fini par partir, s'est figée en deux camps, les indigènes, qui le soutiennent, et les descendants des colons espagnols, qui lui sont opposés. La fracture politique recouvre donc la fracture existentielle.

Europe : Comment gérer les communautés

Ces quelques exemples n'épargnent pas l'Europe qui est elle aussi confrontée à la question de l'être.

Ses partenaires se réarment sur le plan des idées et de la projection géopolitique : Turquie, Russie, Chine, État islamique. Si nous ne faisons pas l'effort de répondre nous-mêmes à la question « Qui sommes-nous ? », ce sont eux qui vont y répondre à notre place, ce qui ne sera pas à notre intérêt.

La question de l'être concerne aussi la population européenne. Quel projet de civilisation et de culture lui présente-t-on ? Quel sens donne-t-on à la vie des peuples européens ? La défense de la retraite par répartition et des avantages sociaux ne fait nullement un projet de vie. La question de l'être est beaucoup plus profonde que celle de l'identité. Elle la recoupe, mais en partie seulement. L'identité est fixe, elle dit un présent. L'être est dynamique, il porte vers le futur et vers les projets que l'on souhaite bâtir et transmettre. Pas d'être sans identité donc, mais la question de l'être va bien au-delà des seules questions identitaires : elle porte sur qui nous sommes et ce que nous voulons.

« Qui sommes-nous ? » il faudra bien se poser cette question pour répondre aux

listes dites communautaires. Le principe même de la démocratie est d'être communautaire et de capter l'électorat qui correspond à la communauté défendue. D'où les partis pour les ouvriers, les paysans, les classes moyennes, etc. Pourquoi n'y aurait-il pas alors un parti pour les musulmans et les Africains immigrés et pourquoi ceux-ci ne pourraient-ils pas présenter des listes et se faire élire ? Dans tous les pays où il y a différents peuples, la vie démocratique n'est plus structurée par les frontières sociales, mais par les frontières ethniques. En Afrique, les élections sont des recensions ethno-mathématiques grandeur nature et aux États-Unis les Afro-Américains et les Hispaniques ont leurs candidats. Rien de surprenant qu'il en soit de même en France et en Europe. Pour définir qui l'on est, il faut commencer par définir qui est l'Autre. L'être se construit toujours en miroir. À nous de ne pas le casser pour oser regarder qui nous sommes.

Sur les pas de saint Martin

Bien avant d'être le jour anniversaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale, le 11 novembre était surtout le jour de la fête de saint Martin (316-397), un homme de l'Antiquité romaine au parcours extraordinaire, qui a façonné une partie de la géographie et de l'histoire de l'Europe.

Fils d'un officier supérieur romain qui le consacre au dieu Mars (d'où le nom de Martin), il naît en Pannonie, à l'époque région des marches de l'Empire. Suivant les affectations de son père, il repart ensuite à Pavie, l'une des grandes villes romaines du nord de l'Italie. La Pannonie étant située dans l'actuelle Hongrie, cela explique le culte et les fêtes nombreuses rendues à Martin dans ce pays et en Europe centrale.

Un fils de l'aristocratie romaine

En ce début de IV^e siècle, l'Empire romain subit les attaques de plus en plus répétées des populations barbares. La capitale administrative a quitté Rome pour s'installer à Milan et l'empereur se déplace au gré des batailles, entre l'Orient et l'Occident. Quand il y a un empereur, car il y en a souvent plusieurs, qui se combattent mutuellement pour prendre la pourpre. Rome affronte donc une double guerre : contre les ennemis extérieurs et des guerres civiles internes. À ces problèmes politiques s'ajoute la question religieuse. Les vieux cultes païens trouvent de moins en moins d'adhésion parmi les élites urbaines, y compris les cultes venus d'Égypte et de Perse, comme celui de Mithra. Le christianisme est la valeur montante, en dépit du fait que les chrétiens soient persécutés, avec des pics de répressions variables selon les empereurs. Le dernier culte qui demeure, imposé, est celui de l'Empereur, culte tout autant à sa personne qu'à celui de l'État. Plus un État chancelle, plus il faut en affermir le culte. Constantin met un terme aux persécutions par la lettre circulaire de Milan en 313. Martin est donc né au tout début de la reconnaissance officielle du christianisme dans l'Empire romain. À Pavie, il rencontre des chrétiens et il se convertit à la foi nouvelle alors qu'il a une dizaine d'années. Membre de l'aristocratie romaine, homme bien formé et cultivé, Martin se doit de suivre la voie paternelle en devenant officier, ce qui est incompatible avec la foi chrétienne puisque les soldats doivent rendre un culte

à l'Empereur. Et comme le précise l'Évangile, soit on adore Dieu soit on adore l'État.

Martin mène donc une carrière militaire, servant 25 ans dans l'armée romaine. C'est au cours de cette période que survint l'épisode du manteau, grand moment de l'hagiographie martinienne. Croisant un pauvre dénudé au milieu de l'hiver, Martin partage avec lui son manteau pour lui en donner la moitié. Si le manteau du légionnaire appartient à l'État, la doublure interne que le soldat peut ajouter est payée par ses soins et donc sa propriété. Martin donne donc ce qui lui appartient (la doublure) et garde ce dont il n'a pas la propriété (le manteau). Un authentique acte libéral. Un socialiste aurait donné la partie qui ne lui appartient pas en faisant passer ce vol pour de la solidarité.

Un fils de la foi chrétienne

Baptisé à la fin de son service dans l'armée, Martin se rend à Poitiers où réside l'évêque Hilaire, alors l'un des grands intellectuels du temps (et qui a laissé des ouvrages théologiques majeurs). Il se déplace également en Occident pour combattre l'arianisme, dénoncé lors du concile de Nicée en 325. C'est son amitié avec Hilaire qui lie Martin à la Loire et qui en fait l'apôtre de la région ligérienne et du nord de la Gaule. Il fonda deux monastères, l'abbaye de Ligugé, puis celle de Marmoutier, installées dans des anciennes villas romaines.

Ces deux fondations sont essentielles pour la suite de l'histoire européenne. Le monachisme est né en Égypte, à la suite de saint Antoine et des pères du désert. Il

s'est ensuite développé en Syrie et dans le reste de l'Orient, où il a été codifié et organisé par Basile. Martin crée un monachisme occidental, avant que n'arrive la règle de saint Benoît, qui codifie ensuite la plupart des monastères d'Occident. Au nord de la Gaule, c'est la règle de Martin qui prédomine, au sud celle des moines de Jean Cassien (Marseille) et des îles de Lérins. Ces ermites retirés du monde pour prier sont un changement spirituel majeur par rapport à ce qui se pratiquait dans la religion gréco-romaine. Martin y ajoute une autre activité essentielle : le travail. Les moines prient et travaillent une partie de leur journée, dans les champs, dans les techniques industrielles, dans la copie des manuscrits. Les monastères jouent donc un rôle essentiel dans la transmission de la culture antique, dans le développement des structures économiques et dans le progrès social de l'Occident. Une grande partie du progrès matériel et économique de l'Occident provient de ce qui s'est fait dans les monastères, et donc par ce qui a été insufflé par Martin.

Devenu évêque de Tours en 371, il hérite d'une fonction spirituelle et politique majeure. Dans ce monde romain qui se délite, l'évêque est souvent la seule autorité de la ville. Homme de l'aristocratie romaine, ancien officier de l'armée impériale, Martin prend en charge la gestion de la ville, qu'il doit protéger notamment des raids récurrents des peuples barbares. Il contribue à pacifier les campagnes qui sont des zones de haute insécurité. Il y diffuse la foi chrétienne dans un monde marqué par le paganisme. Une grande partie du nord de la Gaule a été évangélisée par Martin et ses disciples, d'où la présence nombreuse de chapelles, d'oratoires, d'églises et de lieux-dits qui portent le nom de Martin. La géographie des lieux est marquée par l'histoire de cet homme. À tel point que le Conseil de l'Europe a labellisé un itinéraire Saint-Martin de Tours dans sa liste des itinéraires culturels européens. Avec 40 pays concernés par cet itinéraire, c'est celui qui regroupe le plus de pays.

Il meurt sur les bords de Loire, à Candés, en novembre 397. Son corps est ramené à Tours pour y être enterré le 11 novembre. La légende raconte qu'au passage de

la gabarre rapatriant son corps, les fleurs se sont mises à refleurir. De là vient l'expression « hiver de la Saint-Martin » pour désigner un regain de douceur autour du 11 novembre.

Le 11 novembre, jour crucial de l'économie paysanne

En Europe de l'Est, la saint Martin est fêtée par des processions et des fêtes, ainsi que par un repas traditionnel où est servie l'oie, dite de saint Martin. Il n'est pas rare que des feux soient dressés sur les places publiques, comme pour la saint Jean-Baptiste. Une pâtisserie en forme de bonhomme est servie à cette occasion : le Weckmann. On trouve également des croissants et des bretzels de Saint-Martin.

Le 11 novembre est un jour essentiel dans l'économie paysanne et dans l'histoire de la fiscalité, car c'est à la saint Martin que la dîme était payée. C'est aussi à cette date que se terminaient les contrats de travail et les fermages et la rétribution des intérêts. Bien souvent, les vigneron mettaient à boire leurs vendanges pour la saint Martin, célébrant ainsi le vin nouveau, celui issu des vendanges de fin août et de septembre. Au milieu de la nuit automnale et des premiers froids, de nombreuses fêtes du vin nouveau étaient organisées dans les villages, avant que le Beaujolais n'en prenne le quasi-monopole.

Que la Première Guerre mondiale, qui a tant détruit les campagnes et leur économie, se soit arrêtée un 11 novembre, jour de la saint Martin est donc un événement symbolique fort. De même dans le fait que cette guerre européenne cesse le jour de la fête d'un soldat de l'Empire, qui est commémoré dans la plupart

des pays d'Europe, y compris à Chypre et à Malte. Plus que le 9 mai et la déclaration Schuman, c'est le 11 novembre et la fête de saint Martin qui devrait être choisi comme jour de fête de l'Europe. La véritable Europe bien sûr, celle de la culture et de la civilisation, pas celle des technocrates.

Chute du Mur : l'anniversaire occulté

Le trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin est passablement occulté, en tout cas beaucoup moins traité que les dizaines d'anniversaires de Mai 68. Trente

ans après, cet événement dérange parce qu'il oblige à considérer que le système communiste était mauvais et qu'il a échoué. *Le Monde Diplomatique* fait sa une de novembre avec un article au titre éloquent : « Allemagne de l'Est, histoire d'une annexion ». À croire que les troupes de la RFA ont lancé leurs panzers à l'assaut de Berlin et que des divisions de la Wehrmacht peuplées de descendants de SS s'en sont pris à l'armée de libération démocratique et populaire est-allemande. Le mur est tombé nous dit-on. Mais il n'est pas tombé seul. Il est tombé parce que des Allemands se sont levés contre l'oppression marxiste et ont voulu mettre un terme à un régime totalitaire et à sa police politique.

Ce 9 novembre 1989 fut le prélude à deux ans de soubresauts qui ont conduit à la dissolution de l'URSS en décembre 1991. France 2 a diffusé une série de six épisodes consacrés à la Guerre froide (Apocalypse) essentiellement centrée sur la guerre du Vietnam. Le dernier épisode, qui couvre la période allant de 1964 à 1991 évoque à peine la fin de l'URSS : quelques minutes sur une heure d'émission. Jamais les causes de la fin du système soviétique ne sont évoquées ; ses crimes sont à peine mentionnés et les acteurs de la fin du communisme ne sont pas traités. Pour une partie du monde médiatique, il faut cacher la chute du communisme et taire et camoufler son échec. Ce sont les mêmes qui oublient la répression à Budapest en 1956 et à Prague en 1968. La chute du mur de Berlin a immédiatement été suivie de l'érection d'un autre mur : celui de la conspiration du silence sur les crimes du communisme.

Les minorités sont les vainqueurs de l'histoire

La leçon principale du communisme, c'est que ce sont les minorités qui font l'histoire. En 1917, les bolcheviks étaient minoritaires dans la Russie tsariste. Ils ont réussi à prendre en main la révolution d'octobre, à noyauter les soviets et à

imposer leur volonté à l'ensemble du pays, par la force et par la violence. La masse russe a suivi cette minorité, par intérêt pour certains, par atavisme pour d'autres. En 1991, ce sont aussi des minorités qui ont mis un terme à l'URSS. Des personnes qui, en Russie, en Pologne, dans les pays baltes ou en Tchéquie, ont refusé le communisme et ont lutté contre lui. La résistance n'a pas été collective, mais personnelle. Il y a les personnes connues et une kyrielle de résistants anonymes qui ont lutté contre le communisme à leur échelle. Lutte contre la propagande marxiste-léniniste infusée à l'école en s'attachant à instruire ses enfants, transmission de la foi chrétienne au milieu d'un État à l'athéisme virulent, conservation et transmission de la culture nationale, de la langue, de la littérature, quand l'idéologie marxiste écrasait tout ce qu'elle assimilait à « l'art bourgeois ».

Les dissidents au communisme ont lutté avec les armes de la culture et le courage propre de personnes libres qui refusent le conformisme ambiant. Le très beau film d'Andrzej Wajda, *Katyn*, montre comment parler des massacres commis par l'armée soviétique à Katyn en 1940 revenait à s'exposer à la répression policière. Officiellement, ces crimes avaient été commis par les nazis. Dire la vérité historique, se lever contre l'écriture officielle de l'histoire pouvait conduire à la prison. La dissidence, c'était dire la vérité de l'histoire en attribuant à l'URSS la réalité de ces massacres. *La vie des autres* montre très bien l'espionnage quotidien organisé en RDA et la destruction des personnes que cela engendre, y compris chez les policiers de la Stasi. Avec néanmoins un bémol de taille : dans le film, le policier ne dénonce pas l'écrivain dissident. Cet élément est faux, jamais aucun policier de la Stasi n'a contrevenu aux ordres. Ce qui est reproché au dramaturge Georg Dreyman c'est la rédaction d'un article sur les suicides en RDA. Puisque l'Allemagne communiste est le paradis, il ne peut pas y avoir de suicide, et encore moins un accroissement des suicides. Révéler une vérité statistique conduit à la prison. Le communisme est le règne du mensonge, de la laideur et de l'oppression des hommes entre eux.

Dire la vérité, dire la culture

Les principaux dissidents n'ont pas été des hommes politiques, mais des lettrés et des hommes de foi. C'est l'écrivain Vaclav Havel, qui a conduit la révolution de velours en 1989. C'est Milan Kundera, autre écrivain tchèque, obligé de fuir en France. C'est bien sûr Alexandre Soljenitsyne, accueilli comme un paria et un traître en France par toute la gauche bienpensante qui refusait de reconnaître les crimes commis en URSS. Ces personnes-là, ou leurs fils spirituels, tenant encore les journaux et les médias, il n'est guère surprenant que l'événement de la chute du Mur soit passé sous silence.

La Pologne a donné des résistants de grande envergure, hommes de foi et d'un courage exemplaire. Jerzy Popiełuszko, aumônier du syndicat Solidarnosc, a lutté sans relâche contre le mensonge communiste. Après avoir échappé à plusieurs attentats organisés par le régime, il a été arrêté par la police le 19 octobre 1984. Torturé à mort, son corps a été jeté dans la Vistule, où il ne fut retrouvé que plusieurs jours plus tard. Ses funérailles furent l'occasion de rassemblements massifs en sa faveur et de défiance à l'égard du régime. Il y a bien évidemment Jean-Paul II, qui a échappé de peu à un attentat organisé contre lui le 13 mai 1981 sur ordre de Brejnev et dont les coups de boutoir ont fait plier Moscou.

Mstislav Rostropovitch, violoncelliste, expulsé d'URSS lui aussi, en venant jouer au pied du mur de Berlin a montré à sa façon que la culture réprimée et réprouvée pouvait gagner face au régime du mensonge.

Une chute que personne ne voulait

En 1989, pour beaucoup d'esprits occidentaux attachés au communisme, le démantèlement du mur devait donner un nouveau souffle à l'URSS ; il n'était bien évidemment pas question que cela aboutisse à la disparition du bloc communiste. La réunification allemande d'une part (1990) et les mouvements populaires d'autre part dans chacun des États vassalisés ont été autant d'imprévus derrière lesquels les Occidentaux ont couru. Beaucoup n'ont pas accepté cette disparition non prévue de l'URSS et ont toujours refusé d'analyser les raisons de cette disparition.

Les dictatures ne tombent pas parce qu'elles ont économiquement failli, même si la ruine économique peut aider à les fragiliser. Elles tombent parce que des minorités agissantes, composées d'hommes de culture et de foi, refusent la dictature et sont prêts à donner leur vie pour abattre le régime. Lorsque ces minorités deviennent suffisamment fortes, elles arrivent à mettre en mouvement la majorité et ainsi à faire pression sur le gouvernement. Mais encore fallait-il des personnes qui comprennent l'essence du marxisme et son incompatibilité avec la dignité humaine. Tout l'inverse donc des sociaux-démocrates pour qui le marxisme au fond n'est pas mauvais, seul fut raté son application.

La chute de l'URSS reste à accomplir

C'est une opposition intellectuelle et rationnelle au marxisme qui a donné le ressort suffisant à certaines personnes pour résister, fût-ce au prix de la mort. Le dissident ne lutte pas contre un régime, il lutte contre une idéologie, dont la traduction visible est un régime politique. La commémoration a minima de la chute du mur de Berlin est à cet égard biaisée : c'est le régime politique qui est rejeté,

non l'idéologie qui l'a porté. Pour trop de monde encore, le marxisme n'a pas failli, il n'est pas « intrinsèquement pervers » selon l'expression de Pie XI, qui étant en poste diplomatique en Pologne a vu l'arrivée des Soviétiques en 1922.

La disparition de l'URSS a engendré une transformation politique forte en Europe, mais sur le plan des idées, peu de choses ont changé. Le refus de reconnaître la perfidie radicale du marxisme a conduit à la permanence de sa branche non violente qu'est la social-démocratie, qui poursuit son exploitation humaine notamment par des taux de prélèvement fiscaux désormais confiscatoires. Comme au temps de l'URSS, il y a des réalités objectives qui ne peuvent pas être dites, des statistiques qui sont camouflées, une culture qui est arasée. Plutôt que de détruire les églises et les châteaux, comme au temps de Khrouchtchev, on n'entretient pas les bâtiments, qui tombent en ruine, le budget de la culture étant dévolu à la promotion du nouvel art réaliste-soviétique.

Les cours de marxisme-léninisme, enseignés tous les ans à tous les âges du système scolaire, ont été remplacés par les cours de développement durable, dévoiement de la géographie, qui véhiculent la même peur, la même ignorance de la science et la même haine de soi. L'histoire est occultée, au profit d'une réécriture politique du passé et les médias officiels gorgés d'argent public délivrent la propagande quotidienne. Trente ans après la chute du mur de Berlin, la *Pravda* est toujours là, et toujours aussi mensongère, ainsi que le virus marxiste, qui a muté vers l'écologisme et l'idole Gaïa. La haine du bourgeois a été remplacé par la haine de la culture européenne ; quant à la liberté de parole, elle est de plus en plus restreinte. Il reste encore à agir pour que l'URSS s'effondre, mais à l'Ouest cette fois-ci.

Les Syriaques : un grand peuple méconnu

C'est un truisme que de dire que l'Orient est compliqué. Dans cette zone géographique assez restreinte, entre le Croissant fertile, la Méditerranée et le Caucase, des couches de peuples, de cultures et de civilisations se superposent depuis des millénaires. On parle beaucoup des Kurdes, des Arméniens, des Turcs, des Arabes... mais il y a un autre peuple, ancien et riche, oublié pourtant, les Syriaques.

Une langue puis un peuple

Le syriaque est à l'origine une langue sémitique dérivée de l'araméen, qui existe depuis le XIII^e siècle avant Jésus-Christ. Il est un dialecte de l'araméen, parlé dans la région d'Édesse. Langue orale, il est devenu une langue écrite vers le 1^{er} siècle. Il devient la langue des premiers chrétiens, et notamment du Christ, ce qui contribue à sa diffusion dans l'ensemble du Levant. D'une langue, le syriaque, il devient un peuple, les chrétiens syriaques, c'est-à-dire ceux qui parlent cette langue et dont la liturgie est célébrée en syriaque, contrairement aux chrétiens dont la liturgie est célébrée en grec ou en latin. Les chrétiens syriaques sont donc les chrétiens d'Orient, qui jouent un rôle essentiel dans la diffusion du christianisme au Proche-Orient puis dans toute l'Asie.

Avant même l'édit de Milan (313) qui autorise la pratique du culte chrétien dans l'Empire romain, les Syriaques partent à l'assaut de l'Asie pour l'évangéliser. Le christianisme se diffuse par les anciennes routes d'Alexandre, celles qui ont connu la vague d'hellénisation des royaumes macédoniens. On retrouve ainsi des églises syriaques en Perse, en Afghanistan, en Inde, en Chine et jusqu'au Japon et chez les Khmers. Ces églises sont certes petites, mais elles montrent que le christianisme n'est pas parti uniquement en direction de l'ouest avec Paul, mais aussi vers l'est, avec Mathieu et les syriaques. L'évangélisation s'est très bien implantée dans l'Empire romain, beaucoup moins dans les empires asiatiques, où il n'a subsisté que par traces, avec des communautés persistantes jusqu'à l'arrivée des missionnaires européens au XVI^e siècle.

L'histoire longue de l'église syriaque

Les syriaques traduisent la Bible au III^e siècle. La langue est tout autant celle du commerce, de la politique que de la littérature. Éphrem le Syrien (306-373) devient l'une des figures majeures de la littérature syriaque. Il a produit des textes théologiques et des textes littéraires, donnant naissance à une véritable école de pensée. De nombreux textes sont traduits du grec et ainsi diffusés dans la région. Ce rôle de traducteur et de passeur de textes fut un des points forts des Syriaques après l'invasion arabo-musulmane. Les chrétiens se divisent autour de nombreux schismes, qui sont tout autant des divisions politiques et culturelles que théologiques. Plusieurs églises apparaissent alors : les maronites, les catholiques syriaques, les églises malabar et malankar qui, situées en Inde, conservent leur patriarcat en Syrie. Voilà de quoi complexifier un Orient qui n'était déjà pas très simple.

À partir du VII^e siècle, avec la conquête arabe, le syriaque perd sa position dominante de langue intellectuelle et culturelle, cédant le pas à l'arabe. Mais cette langue a été fortement influencée par le syriaque, notamment dans la façon d'être écrite. En effet, les chrétiens ont transcrit l'arabe, langue alors essentiellement orale, en alphabet syriaque. Le passage de l'arabe d'une langue orale vers une langue écrite s'est fait par l'intermédiaire du syriaque. Si bien que l'on retrouve aujourd'hui des termes arabes dérivés du syriaque, notamment dans le Coran.

Jusqu'au XV^e siècle, les Syriaques, c'est-à-dire les chrétiens d'Orient, ont servi de passeurs entre les mondes grecs byzantins et les mondes arabes musulmans. C'est eux qui ont traduit les textes grecs vers l'arabe et les textes arabes vers le grec. On leur doit notamment les premières traductions du Coran à destination de l'Europe, à la demande de l'abbaye de Cluny qui souhaitait posséder des traductions pour comprendre le texte et les populations musulmanes qui occupaient une grande partie de l'Espagne. Le rôle des Syriaques fut donc essentiel dans le maintien de la présence culturelle du grec et dans les flux d'échanges entre les deux mondes. Ce système se brise avec l'arrivée des Turcs et la chute de Constantinople (1453).

Espoirs et drames de l'époque contemporaine

Au cours du XIX^e siècle, ce sont les Syriaques qui apportent les idées nationalistes dans le monde ottoman, œuvrant pour l'indépendance des nations et la constitution d'États indépendants. Grâce à leurs liens avec les chrétiens d'Occident, ils ouvrent des imprimeries, diffusent des ouvrages, développent une vie intellectuelle intense. En 1900, le Proche-Orient compte 30% de chrétiens, syriaques inclus, contre moins de 5% aujourd'hui. Les génocides et les purifications

ethniques sont passés par là. Le temps des épreuves et des massacres de masse s'est intensifié durant les années 1910. Il y a d'un côté le massacre des Arméniens entre 1915 et 1923, qui a éliminé près des deux tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman et il y a de façon simultanée le massacre des Assyro-Chaldéens par les Kurdes, qui a fait environ 250 000 victimes. Ne bénéficiant pas d'intellectuels en Europe pour porter leur cause, ce massacre est beaucoup moins connu que celui des Arméniens, pour ne pas dire qu'il est quasiment oublié. Lors de l'assaut turc contre les Kurdes au début d'octobre, très rares sont les observateurs à avoir rappelé que les Kurdes se sont illustrés dans cette purification ethnique il y a tout juste cent ans.

Le calvaire des Syriques a donc commencé là et n'a cessé de s'étendre par la suite. Le nationalisme a échoué, laissant la place à l'impérialisme islamiste, qui ne laisse aucune place aux populations non musulmanes. Les Syriques ont joué la carte du nationalisme pour éviter de créer des États confessionnaires où ceux-ci sont forcément minoritaires. La nation est une façon de dépasser l'oumma musulmane, c'est-à-dire la communauté des croyants. Il est loin désormais le temps des nationalistes laïcs à la mode Nasser ou Saddam Hussein (dont le Premier ministre était un chrétien). Partout, sauf en Jordanie, c'est l'oumma qui l'emporte. Les communautés syriques sont désormais dispersées aux États-Unis, en France et en Suède, pour les principaux pays, ce qui rend difficile le lien avec leur terre et leur lieu d'origine.

Les Syriques ont irrigué les langues et les cultures de cette région depuis deux mille ans, leur amenuisement n'est donc pas uniquement un problème de répartition électorale ou de stabilité politique, mais un enjeu majeur de civilisation. C'est un peuple aujourd'hui inconnu alors qu'il continue d'être un arc structurant du Proche-Orient.

Amérique latine : le temps des nuages

Les difficultés s'accumulent en Amérique latine, où de nombreux pays connaissent des manifestations de masse et des problèmes politiques majeurs.

Au Chili, la hausse annoncée du prix du ticket de métro a été le déclencheur de manifestations de grande envergure dans la capitale, qui concentre un quart de la population du pays. La révolte est partie des étudiants et s'est propagée à d'autres couches de la population. Le métro de Santiago a été pris d'assaut, engendrant de nombreux dégâts dans un certain nombre de stations. Toutes les lignes de métro, sauf une, sont à l'arrêt, ce qui paralyse la vie de la capitale, qui dispose d'un vaste réseau de métro (140 km), moderne et essentiel au fonctionnement du pays. Le président Sebastien Pinera a eu beau annuler la discussion de la hausse au Parlement lors d'une allocution samedi soir, les violences ont continué. Cela est d'autant plus surprenant que, contrairement à ses voisins, le Chili est plutôt un pays calme et pacifique. C'est aussi celui qui dispose du meilleur niveau de vie et du taux de pauvreté le plus faible de toute l'Amérique latine. Le Chili a longtemps fait office d'oasis de prospérité au sein d'un sous-continent turbulent. Ces journées d'émeutes semblent contredire cela.

Les violences ne se sont pas limitées à Santiago, mais ce sont l'ensemble des grandes villes du pays qui sont touchées, y compris Valparaiso. Ce qui montre que la question de la hausse des prix du ticket de métro n'est qu'un prétexte. Les manifestants ont attaqué des magasins et des usines, organisant des pillages et des destructions de bien. Une usine textile a ainsi été attaquée et incendiée, ainsi qu'un entrepôt. Ces incendies ont pris au piège des salariés travaillant à l'intérieur de ceux-ci, engendrant la mort de quinze personnes qui ont péri brûlées.

La situation est donc des plus explosives. Sébastien Pinera, lors de son allocution, a indiqué que le Chili était « en guerre ». Ce qui lui a permis de justifier l'instauration d'un couvre-feu et la présence de l'armée dans les rues de la capitale et des grandes villes afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Les pillages d'un côté, les violences urbaines et les appels à la violence des partis de gauche rappellent à certains l'arrivée au pouvoir du communiste Salvador Allende et les dégâts causés par son gouvernement. L'état d'urgence et les patrouilles de militaires rappellent à d'autres les années Pinochet. Ainsi, aux violences politiques et sociales se surimposent les conflits mémoriaux autour de l'interprétation des événements de 1973 : fin d'une dictature communiste inspirée par Cuba et Che Guevara pour certains, coup d'État militaire établissant une dictature pour d'autres. La fin de la période Pinochet à la suite du référendum perdu de 1990 a ouvert une nouvelle période politique, mais aucun des gouvernements, de gauche et de droite, n'ont remis en cause les réformes économiques et sociales établies, notamment le système de retraite par capitalisation et l'autonomie des écoles et des universités, qui fait de ces établissements les plus réputés de l'Amérique latine.

Ce qui se joue, ce n'est donc pas uniquement la question du prix du ticket de métro, mais un enjeu de mémoire et d'interprétation de l'histoire et une division politique profonde du pays, en dépit des succès économiques et des progrès sociaux, surtout comparés aux autres pays. Raison pour laquelle Pinera a pu dire dimanche 20 que « Nous sommes totalement conscients que les auteurs des perturbations ont un niveau d'organisation et de logistique digne d'une organisation criminelle. » C'était bien signifier que ces manifestations ne sont pas spontanées, mais prévues et organisées. À l'inverse, Jean-Luc Mélenchon s'est invité lors d'une manifestation de soutien aux émeutiers organisés devant l'ambassade du Chili. À l'adresse des quelques Chiliens présents, celui qui rêve d'une alliance bolivarienne a pu évoquer sa joie « de voir la jeunesse chilienne en lutte ».

La situation est tout aussi compliquée en Équateur. De très nombreux manifestants ont exprimé leur mécontentement dans les rues de la capitale, à la suite de l'annonce de la fin des subventions aux carburants. Cinq personnes seraient mortes, dont quatre dans la capitale. Les populations indigènes ont été les

premières à se manifester, coupant certaines routes et arrêtant les puits de production de pétrole. Le chef de l'État, Lenin Moreno, a quitté la capitale et a déplacé son gouvernement à Guayaquil. Il a tenté de renouer le dialogue avec les manifestants lorsque les indigènes ont organisé une grande marche dans les rues de Quito.

Là aussi, l'état d'urgence a été décrété, ainsi qu'un couvre-feu autour des lieux de pouvoir. Près de 80 000 militaires ont été déployés dans les rues de la capitale afin d'assurer la protection des lieux sensibles. Les indigènes ont bloqué le principal pipe-line d'exportation du pétrole, ce qui paralyse une grande partie de l'économie du pays. Les milieux économiques soutiennent le président Lenin Moreno, bien qu'il appartienne au parti socialiste, estimant que la fin des subventions au carburant est une nécessité. Cette crise sociale sépare les habitants de l'Équateur, les indigènes d'un côté, qui représentent environ 25% de la population, et les descendants des colons espagnols, qui assurent le fonctionnement économique du pays. À un problème social se surimpose donc un problème ethnique, ce qui rend très compliquée la résolution de cette crise.

Bolivie, coup de force du président Morales. Evo Morales a multiplié les atteintes à la constitution votée en 2009, celle-ci interdisant plus de deux mandats consécutifs. Il s'est pourtant présenté pour un quatrième mandat alors même que le référendum organisé en 2016 pour la faire modifier et ainsi faire sauter le verrou de la limitation des mandats a été perdu. Peu importe, Evo Morales s'est quand même représenté à l'élection présidentielle face à son principal concurrent Carlos Mesa. La loi électorale bolivienne stipule que pour être élu dès le premier tour il faut remplir l'une des deux conditions : soit obtenir plus de 50% des voix, soit obtenir plus de 40% des voix avec un écart de 10 points sur le second.

Le Tribunal suprême électoral a d'abord annoncé 45,28% des voix pour Morales et 38,16% des voix pour Carlos Mesa, engageant le pays dans un second tour. Mais ce Tribunal a ensuite modifié les résultats, en annonçant que Evo Morales avait obtenu 46,87 % des voix et Carlos Mesa 36,73%, soit un écart de 10,14 points qui permet l'élection de Morales dès le premier tour. Un tel revirement laisse supposer une fraude massive. Carlos Mesa a annoncé qu'il ne reconnaissait pas le résultat des élections. Des émeutes ont eu lieu dans les principales villes du pays,

notamment à La Paz et à Sucre, la capitale. L'expérience marxiste et indigéniste de Morales est en train de sombrer dans la dictature la plus grossière. Les Boliviens ont tous en tête le Venezuela, dont Hugo Chavez et Nicola Maduro sont deux amis proches de Morales.

Au Mexique, les cartels de la drogue n'en finissent pas de semer la terreur. Le pays connaît une véritable guerre civile intérieure. La corruption massive entre les hommes politiques, les juges, les policiers et les cartels de la drogue ont ruiné le pays et dévasté son corps social. L'ancien président Felipe Calderón avait lancé une « guerre contre la drogue », guerre bien improbable étant donné la corruption massive de tous les échelons administratifs, chacun couvrant son voisin et empochant les subsides issus du trafic de drogue.

Fin 2006, le bilan de cette guerre s'est soldé par 275 000 victimes et 40 000 disparus. En 2018, dernière année de la présidence d'Enrique Peña Nieto, le Mexique a vécu la pire vague de violence de son histoire récente, enregistrant un nouveau record de 33 202 homicides. Le pays connaît une partition de fait, entre les zones sécurisées et protégées et les zones dangereuses, où il est difficile de se rendre. Deux ans après le déclenchement de cette offensive, les forces de sécurité ont pu mettre la main sur 60 000 narcos, 25 des 37 chefs de gangs mexicains les plus recherchés ; mais aussi 4 000 tonnes de cannabis, 80 tonnes de cocaïne, 30 000 armes légères... mais sans pour autant briser les reins des organisations criminelles. Au lieu de mettre un terme à la violence, la stratégie adoptée par les deux derniers présidents mexicains a favorisé une hyper fragmentation du paysage du crime organisé, tant les factions rivales ont pullulé après l'incarcération des chefs de cartels. L'arrestation récente du fils d'El Chapo a été l'occasion d'une nouvelle flambée de violence et de violents règlements de compte.

L'Argentine n'en finit pas de sombrer. Elle ne digère pas son cancer péroniste qui a ruiné le pays et l'a fait dégringoler des classements internationaux. Il y a un siècle, l'Argentine était l'une des grandes puissances économiques du monde, située devant la France sur plusieurs points et notamment la production agricole. La politique de Juan Perón et de ses disciples, mélange d'autoritarisme, de nationalisme, de socialisme et de démagogie a ruiné le pays et ses habitants, qui

subissent régulièrement de fortes dévaluations de leur monnaie nationale. De nouvelles élections doivent avoir lieu dimanche 27 octobre, et la victoire des péronistes est de nouveau possible. Cristina Kirchner, ancienne présidente et épouse de Nestor Kirchner, se présente cette fois-ci comme vice-présidente, bien que toutes ses affaires de corruption et de détournements de fonds publics ne soient pas encore jugées. Le peso n'a cessé de dégringoler face au dollar, provoquant une inflation qui a ruiné le pays. Le retour au pouvoir des péronistes n'est donc pas une bonne nouvelle pour le pays.

Indigénisme, socialisme, autoritarisme, l'Amérique latine ne semble pas capable de sortir de ses démons et de ses travers. Cela provoque violences, corruption, pauvreté et malheur pour les populations, qui continuent malgré tout de croire au discours révolutionnaire.

Géopolitique de la cravate

Lorsque je réfléchissais à un sujet de thèse en histoire économique, mon directeur, Jacques Marseille, m'avait suggéré de travailler sur la géopolitique de la cravate. Le thème était certes séduisant, mais je ne voyais pas alors comment consacrer 700 pages à ce bout de tissu et j'ai finalement opté pour un sujet plus sérieux, l'entreprise Total. À tort, car ce thème est beaucoup plus profond et important qu'il n'y paraît. Comme toutes les pièces vestimentaires, la cravate se superpose aux domaines de la culture, des représentations symboliques et politiques, de l'industrie et des innovations techniques. Esquisser une géopolitique de la cravate est donc plus important qu'il n'y paraît.

Rejet et attrait d'une pièce d'étoffe

La cravate serait née chez les Croates, qui portaient une pièce de tissu nouée autour de leur cou. Louis XIV aurait repris cette idée pour son armée. La cravate avait donc une fonction utile autant qu'esthétique : se protéger des courants d'air

et de la poussière. Elle a connu différentes formes, avant de devenir celle que nous connaissons aujourd'hui et dont le nom complet est cravate régale. Elle demeure la pièce type du vestiaire masculin, qui est aujourd'hui beaucoup plus restreint que le vestiaire féminin. Or non seulement cette pièce est masculine, mais elle est aussi et surtout occidentale. Son port situe donc la personne qui l'arbore dans une adhésion au monde occidental ou au contraire dans son rejet.

Au temps de Rome, le passage du monde barbare au monde civilisé, c'est-à-dire romain, se faisait par le rejet des braies et l'adoption de la toge. Quand Pierre le Grand a voulu moderniser la Russie il a obligé sa noblesse à porter des manteaux courts et à se raser, c'est-à-dire qu'il a imposé la mode française à la cour de Saint-Pétersbourg. À l'époque de la colonisation, l'adoption du vêtement occidental masculin était un signe d'assimilation et d'intégration dans les valeurs culturelles et civilisationnelles de l'Occident. La cravate, beaucoup plus que le pantalon, la chemise ou la veste, est demeurée le signe d'adhésion à l'Occident. Nous verrons plus tard pourquoi elle et pas les autres pièces. Sa signification symbolique a donc changé. Ce n'était plus un signe d'opposition entre barbarie et civilisation, mais entre l'Occident et l'indigénisme. La cravate est donc devenue un symbolique politique.

Ainsi de Mao, qui a rejeté son port pour adopter la veste à col rond, veste militaire imposée à l'ensemble des Chinois. Nos maoïstes germanopratsins s'en sont entichés, oubliant qu'elle était le symbole de la répression d'un peuple et d'une révolution culturelle qui a fait des millions de morts. Xi Jinping aujourd'hui, bien que revendiquant l'héritage maoïste, porte la cravate, témoignant ainsi de sa respectabilité et de son respect supposé des règles juridiques et morales de l'Occident.

En Iran, les ayatollahs ont interdit le port de la cravate. Seuls la porte ceux qui s'opposent au régime installé depuis 1979. Pour un Iranien, porter la cravate est un acte de rébellion et d'insoumission au régime actuel.

En Afrique, la ligne de fracture entre cravatés et non-cravatés a suivi celle des rapports compliqués avec l'ancienne puissance coloniale. Le port de la cravate témoignait du fait que l'on défendait une indépendance sans rupture. Son rejet,

que l'on défendait une ligne identitaire et indigéniste. Ainsi de Mobutu, au Zaïre, vêtu de peau de léopard, et Kadhafi, portant le vêtement de sa tribu bédouine. Le même phénomène se produit en Amérique latine. Quand on se veut le représentant des Indiens, comme Evo Morales, on rejette la cravate et on porte des vêtements qui rappellent ceux des populations précolombiennes. Ou bien l'on porte la veste militaire, tels Fidel Castro et Hugo Chavez. Mais quand Castro reçoit Jean-Paul II, témoignant ainsi de sa volonté de revenir dans le concert des nations, il abandonne la veste kaki pour revenir au complet.

De l'utile inutilité

Mais pourquoi est-ce sur la cravate que cette charge symbolique s'est portée et non sur une autre pièce du vêtement ? À la Révolution, l'opposition politique s'est faite autour de la culotte et du pantalon, ce dernier devenant le vêtement des révolutionnaires contre la culotte et les bas de la noblesse. Dans les années 1960 encore, c'est toujours le pantalon qui a reçu la charge symbolique politique avec le blue-jeans, vêtement des rebelles et des hippies, ou la chemise, soit qu'elle soit portée à fleurs, soit qu'elle soit abandonnée au profit du tee-shirt, comme James Dean et Marlon Brando, qui n'avaient pas trop le look de Franck Sinatra. Depuis le jeans s'est rangé : ce n'est plus un vêtement rebelle mais une pièce normale du vestiaire.

Pour comprendre le rôle de la cravate, il faut revenir sur le rôle du vêtement et pour cela faire un détour par le livre de la Genèse. Je dois cette exégèse à mon professeur de philosophie de khâgne, Claude Birman, qui avait la bonne idée de s'affranchir du programme ministériel pour nous faire de l'exégèse biblique.

« Leurs yeux à tous deux s'ouvrirent et ils connurent qu'ils étaient nus ; et, ayant cousu des feuilles de figuier, ils s'en firent des ceintures. (Gn, 3, 7)

En une phrase, la Genèse nous expose toute l'anthropologie du vêtement. Au Paradis, Adam et Ève sont nus, mais cela ne leur pose pas de problème. Puis ils commettent le péché originel et ils prennent conscience de leur nudité. Ils en ont honte et ils commencent à s'habiller, se vêtant de feuilles de figuier. Le vêtement qu'ils revêtent ne sert pas à les protéger du froid ou du chaud : il n'est pas

utilitaire. Le vêtement sert ici à leur redonner une dignité et à leur permettre, par cette dignité revêtue, de se rapprocher du Paradis originel qu'ils ont perdu. Le vêtement d'Adam et Ève est donc techniquement inutile, mais culturellement essentiel.

S'ils s'habillent de feuilles de figuier, c'est que cet arbre, dans la Bible, représente la loi et la justice. S'habiller de figuier signifie donc que l'homme organise une société de droit afin de rétablir la paix perdue par le péché originel. Le vêtement d'Adam et Ève a donc une double signification juridique et culturelle. Il est le symbole qu'une société, pour éviter le chaos et retrouver l'unité et la paix perdues du jardin d'Eden, doit reposer sur le droit et la culture. Ce vêtement est donc techniquement inutile puisqu'il ne protège ni du froid ni du chaud, mais néanmoins essentiel pour ce qu'il symbolise et ce qu'il représente : la société de droit et de culture comme rempart au chaos et à la barbarie.

Le vêtement permet aussi la pudeur, c'est-à-dire la distinction entre ce qui est de l'ordre du public et ce qui est de l'ordre du privé, de l'intime. Il est une frontière entre le public et le privé et donc la garantie de la liberté de la personne. Le corps étant le temple de l'esprit, prendre soin de son corps, notamment par le vêtement, c'est aussi édifier et fortifier son esprit.

Raison pour laquelle tous les régimes totalitaires ont interdit les vêtements personnels pour imposer le pyjama ou l'uniforme militaire. Survêtements verdâtres en RDA, veste à col rond en Chine, pyjama raillé des camps nazis : dégrader le corps par le port d'un vêtement humiliant est une façon de dégrader l'esprit et de toucher la personne dans le cœur même de sa dignité.

Ces dimensions symboliques profondes du vêtement permettent de comprendre pourquoi la charge politique et culturelle s'est portée sur la cravate et non sur une autre pièce : cette étoffe étant inutile, sa dimension culturelle en ressort davantage. Mao et Castro ont donc gardé le pantalon et la chemise, mais ont rejeté cette pièce de soie. Comme Alexis Tsipras qui, pour bien montrer que lui était un véritable révolutionnaire, s'est toujours présenté col nu.

L'abandon de la cravate, voire du costume, dans un certain nombre d'entreprises

participe du même phénomène. Elle supprime la distinction entre la vie privée et la vie publique, puisque désormais on s'habille de la même façon chez soi et au bureau et elle contribue à infantiliser les salariés qui, même devenus des professionnels, continuent de porter les mêmes vêtements que lorsqu'ils étaient étudiants. C'est les maintenir dans le domaine de l'enfance, leur refuser de grandir et de devenir adulte. C'est une façon de mieux les contrôler, de mieux les exploiter. Entre l'uniforme de la RDA et l'interdiction de la cravate dans de nombreuses start-up il y a une identique manière de rabaisser les personnes.

Une géopolitique de l'art sartorial

Outre ces dimensions politiques et culturelles, la cravate s'insère dans une géopolitique étendue de l'art sartorial. Du fait de sa matière d'abord : soie pour la plupart, mais aussi coton, laine, cachemire. Tout cela renvoie donc à des zones de production différentes : Chine, Inde, hauts plateaux de l'Himalaya, Australie, Nouvelle-Zélande, Égypte. Ces matières brutes sont ensuite travaillées pour être tissées et aboutir au produit final.

La région de Biella, dans le nord de l'Italie, est l'un des centres les plus importants pour la confection des tissus et leur assemblage. À ces zones de production des matières premières puis de transformation de celles-ci s'ajoute une troisième zone, qui est celle de la confection et de la vente. Saville Row et Jermyn Street à Londres sont les deux rues principales des tailleurs masculins. À Paris, ceux-ci sont concentrés à l'ouest, autour de quelques grandes maisons qui concentrent le savoir-faire, comme Cifonelli, Starck & Sons ou Arnys, avant que cette maison soit ingérée par un grand groupe.

Outre le fait d'être le tailleur des habits des Académiciens, Starck and Sons s'est aussi rendu célèbre par sa cravate en grenadine de soie, prisée par un ancien président. Ce type de cravate est propre au style français, comme les tartans se retrouvent essentiellement en Angleterre et les soies imprimées de motifs en Italie. Selon le type de motifs et de texture, il est donc possible de repérer le lieu d'origine de la cravate. Cette pièce a donc beaucoup plus de variétés qu'il n'y paraît (forme, texture, motifs) et est marquée par la culture où elle fut produite. Loin d'être une pièce de vêtement uniforme et semblable, elle présente de

nombreuses variétés et spécificités locales.

Les deux grands maîtres napolitains de la cravate, Calabrese 1924 et Marinella rappellent que jusqu'au *Risorgimento*, Naples a été l'une des grandes capitales de l'Europe. La boutique de Marinella est l'un des lieux les plus courus des amateurs. Une boutique d'à peine 20 m² où l'on entre au compte-goutte pour acquérir ce que certains considèrent comme étant les plus belles cravates du monde. Cette boutique montre que derrière l'aspect d'un produit mondialisé, porté partout dans le monde comme symbole du triomphe de l'Ouest ou au contraire rejeté comme on rejette l'Occident, la cravate est en réalité ancrée dans des territoires et des traditions culturelles fortes qui donnent à cette pièce du vestiaire masculin beaucoup plus d'importance qu'il n'y paraît de prime abord. Entre art, politique, culture et symbolique, il y a beaucoup à écrire sur la cravate. Cela vaut finalement la peine d'y consacrer une thèse !